



Budget fédéral de 2007 – Résumé du SCFP

Il est clair que le deuxième budget du gouvernement Harper est un budget électoral visant à renforcer leur attachement au centre : revenu moyen, centre du pays et centre de l'éventail politique.

Mais sous le bel emballage, le budget renforce le programme discret des Conservateurs qui vise à affaiblir les programmes sociaux nationaux et à diminuer le rôle des services publics au Canada. Cette approche vise à faire du gouvernement fédéral un peu plus qu'un organisme de recouvrement de l'impôt et de compensation de chèques pour tout ce qui déborde de ce qu'ils considèrent comme étant de la « responsabilité fédérale essentielle ».

Même le gouvernement fédéral reconnaît que le Canada est un des pays décentralisés dans le monde, sinon le pays le plus décentralisé. Les gouvernements nationaux de presque tous les autres pays du monde ont des pouvoirs généraux de dépense plus forts que celui de notre gouvernement fédéral¹.

L'État fédéral du Canada a pu évoluer et se moderniser parce que le gouvernement fédéral a pris un rôle de leader dans de nombreux secteurs en collaboration avec les provinces – et a dû changer souvent notre constitution pour le faire. Si le gouvernement fédéral n'avait pas pris ce rôle de leader dans le passé, les Canadiens n'auraient pas de programmes nationaux d'assurance-emploi, d'assurance-maladie, ni de programme de la sécurité de la vieillesse ou de programme de revenu de retraite.

Ce sont là trois des quatre pierres angulaires de la sécurité économique individuelle au Canada. L'autre pierre angulaire de la sécurité du revenu individuel – l'aide sociale pour les personnes – demeure de compétence provinciale et est largement reconnue pour avoir tombé dans l'oubli à la suite des coupures fédérales dans les transferts aux provinces, une absence de normes nationales et une négligence provinciale.

Le SCFP apprécie la hausse des transferts aux provinces pour la péréquation, l'éducation postsecondaire et les programmes sociaux. Mais le financement n'est vraiment pas suffisant pour nous ramener aux engagements fédéraux d'il y a 15 ans qui étaient ajustés à la population et à l'inflation. Le financement accru vient sans aucune condition. Il n'y a aucune garantie que le financement sera utilisé pour améliorer l'éducation ou les programmes sociaux plutôt que les réductions de l'impôt provincial ou à d'autres fins.

Le gouvernement Harper utilise l'excuse du fondamentalisme constitutionnel pour centrer les dépenses fédérales sur leurs zones d'intérêt qui n'incluent pas l'amélioration des programmes sociaux nationaux. Bien que les Autochtones du Canada soient incontestablement une responsabilité fédérale, ce budget ne comprend essentiellement rien pour eux. Mais ce gouvernement n'hésite pas à faire intrusion dans les secteurs de compétence provinciale pour aider les entreprises, restreindre les normes du travail ou promouvoir la privatisation des services publics.

¹ Pour plus de détails et de références, veuillez consulter le document du SCFP de septembre 2006 : *Changer pour vrai : Rétablir l'équilibre fiscal au Canada*. <http://www.scfp.ca/economics/fiscalbalance>

2007

BUDGET FÉDÉRAL



La « formule financière » abandonne le leadership fédéral...

Le budget de 2007 offre de plus grands transferts aux provinces et territoires :

- un montant supplémentaire de 1 milliard de dollars en vertu du programme de péréquation;
- un montant additionnel de 800 millions de dollars aux provinces pour l'éducation postsecondaire, à compter de 2008-2009;
- un montant de 250 millions de dollars pour un programme de places en garderie, mais pas avant 2008-2009;
- un montant supplémentaire de 687 millions de dollars pour le Transfert canadien en matière de programmes sociaux en 2007-2008, allant entièrement à l'Ontario et à l'Alberta.

Cependant, aucune part de ce financement est conditionnelle à des obligations que le financement serve vraiment aux programmes sociaux, à l'éducation ou aux programmes de dépenses publiques, même si c'est ce qu'une majorité de Canadiens veulent, comme le démontrent les récents sondages. Seul le Transfert canadien en matière de programmes sociaux est assujéti à des conditions, et elles sont rarement appliquées. Il y a de vagues promesses de discussions afin d'assurer l'établissement de rapports et la responsabilisation face aux Canadiens pour le financement, mais il est fort peu probable que cela représentera des normes ou des engagements nationaux.

La nouvelle formule de péréquation a été lancée comme dernier mot sur cette question, mais cela continue de laisser de nombreux problèmes et inégalités entre les provinces. De plus, la nouvelle formule pour le calcul des revenus provinciaux exclut les frais d'utilisation, ce qui encouragera probablement les provinces à augmenter ces formes régressives de revenus.

Le calcul du gouvernement Harper : les coupures dans le financement = des programmes sociaux plus forts...

De plus, le financement additionnel pour bon nombre des transferts est en fait une coupure comparativement à ce que le gouvernement fédéral a utilisé pour offrir ces programmes aux provinces.

Les transferts dans l'éducation n'obtiennent pas la note de passage

Les transferts de fonds du fédéral aux provinces pour l'éducation postsecondaire devraient être d'au moins 4,25 milliards de dollars cette année afin de rétablir le financement aux niveaux de 1992-1993 en termes réels par personne. Les transferts fédéraux pour l'éducation ont plutôt été tout simplement augmentés à un total de 3,2 milliards de dollars, et le montant additionnel de 800 millions de dollars n'entre pas en vigueur avant 2008-2009. C'est un milliard de dollars de moins que les provinces recevaient en dollars indexés par personne en 1992-1993

Plus de livraison en vrac de services « de garde » par la boîte aux lettres

Les conservateurs fournissent 250 millions de dollars aux provinces pour soutenir la création de places en garderie, mais c'est une coupure du montant de 1,2 milliard de dollars qui avait été promis en 2005 pour un programme national d'apprentissage précoce et de garderies.

Encore une fois, l'argent pour les « services de garde » se trouve dans les réductions d'impôt parce que du point de vue des conservateurs, le meilleur programme social fédéral est toujours la réduction d'impôt. Il y a une nouvelle prestation fiscale canadienne pour enfants non remboursable s'élevant à 310 \$ par enfant qui est disponible

uniquement aux personnes qui gagnent environ 30 000 \$ par année ou plus. Elle coûtera environ 1,5 milliard de dollars par année en plus du 2,6 milliards de dollars pour l'« indemnité universelle de garde d'enfants ».

Le gouvernement Harper dépense maintenant plus en réductions d'impôt pour les « services de garde » qu'il en aurait coûté pour bâtir un véritable programme national de garderies pour les 3-5 ans à ce moment-ci – et ils n'ont pas encore créé une seule place en garderie.

Transferts fédéraux pour les programmes sociaux : le cousin pauvre, et le voisin...

Le financement fédéral du Transfert canadien en matière de programmes sociaux augmentera de 687 millions de dollars en 2007-2008 dans le cadre du transfert visant à équivaloir aux transferts de fonds par habitant. Un montant de 511 millions de dollars de ce montant sera réparti théoriquement aux programmes sociaux et 176 millions de dollars à l'éducation postsecondaire. Seul l'Ontario et l'Alberta auront droit à tout ce financement supplémentaire et plus encore. La Saskatchewan, la C.-B., le Yukon et le Nunavut seront perdants avec la nouvelle formule, mais à court terme, leur financement est maintenu avec un paiement plancher temporaire.

Le budget met l'emphase sur le « renouvellement et le renforcement du Transfert canadien en matière de programmes sociaux », mais s'engage à accroître le financement de seulement 3 % par année, ce qui est beaucoup moins que ce qui est nécessaire. C'est inférieur à la croissance de 3,3 % que le gouvernement fédéral avait prévue précédemment afin d'augmenter le Transfert canadien en matière de programmes sociaux pour 2010-2011. C'est inférieur à la hausse de 4,5 % recommandée par le Comité consultatif du Conseil de la fédération et inférieur à la hausse de 6 % pour le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

Si les transferts fédéraux pour les programmes sociaux aux provinces avaient augmenté simplement au taux de la croissance de la population et de l'inflation depuis 1992-1993, ils auraient égalé 10

milliards de dollars en 2006-2007 et 10,6 milliards de dollars en 2008-2009. Ils s'élèveront plutôt à 6,2 milliards de dollars seulement en 2008-2009 – moins de 60 % de ce qu'ils devraient être.

Avec le ralentissement de l'économie canadienne et l'escalade des coûts du logement, la pression sur les programmes sociaux ne peut faire autrement que d'augmenter à plus de 3 %. Faut-il se surprendre que l'écart entre les riches et les pauvres au Canada est pire que jamais en plus de 30 ans et que 1,2 million d'enfants vivent toujours dans la pauvreté?

Encore une fois, le budget met l'emphase sur le fait que les conservateurs de Stephen Harper limiteront le pouvoir de dépense fédéral afin de restreindre l'introduction de nouveaux programmes nationaux de partage des coûts et permettront à toute province de ne pas participer avec indemnisation.

Les soins de santé en attente?

Le budget de 2007 n'offre qu'un éparpillement d'argent neuf pour les soins de santé, et presque tout ceci (plus de 96 %) est seulement pour un financement unique, y compris 400 millions de dollars pour l'Inforoute Santé du Canada, jusqu'à 612 millions de dollars pour que les provinces s'engagent face à des garanties sur les temps d'attente et 30 millions de dollars pour les projets pilotes sur les garanties quant aux temps d'attente. Il y a également un montant de 300 millions de dollars pour l'immunisation contre le virus du papillomavirus, 22 millions de dollars pour l'Institut canadien d'information sur la santé et un financement soutenu pour une nouvelle Commission canadienne pour la santé mentale.

L'argent neuf pour la santé est le bienvenu, mais pas si les garanties pour les temps d'attente sont utilisées comme ruse pour privatiser les services de santé. Le nouveau financement n'a aucun lien avec la *Loi canadienne sur la santé* ni avec la prestation publique sans but lucratif. Le gouvernement Harper n'a toujours pas répondu aux sages recommandations contenues dans le rapport final de juin 2006 du conseiller fédéral sur les temps d'attente.

Il n'y a pas de nouveau financement dans le budget pour renforcer l'assurance-maladie publique par le biais :

- d'un programme national d'assurance-médicaments pour fournir les médicaments essentiels d'un point de vue médical à tous les Canadiens;
- un programme national de soins à domicile et communautaires;
- un financement accru pour l'infrastructure des soins de santé, y compris les hôpitaux, les établissements de santé et l'équipement médical;
- une meilleure formation et de meilleures conditions de travail pour les travailleurs des soins de santé.

La formation liée au marché du travail est-elle dévolue?

Le gouvernement Harper prévoit également transférer la responsabilité pour la plupart de ses programmes de formation liés au marché du travail aux provinces. Ce budget propose de transférer la responsabilité pour 500 millions de dollars dans les programmes fédéraux du marché du travail pour les jeunes, les travailleurs plus âgés et les personnes ayant un handicap aux provinces et territoires dans le cadre de leur « Nouvelle architecture du marché du travail ».

De plus, le budget propose de fournir un montant additionnel de 500 millions de dollars aux provinces à compter de 2008-2009 pour les nouveaux programmes de formation liés au marché du travail pour les personnes qui ne peuvent avoir accès à une formation en vertu du programme d'AE et d'encourager les employeurs à offrir une formation aux travailleurs.

Ce financement sera offert aux provinces proportionnellement au nombre d'habitants, plutôt que d'être basé sur des besoins régionaux ou nationaux. Bien que l'identification locale des besoins et de la prestation soit importante, l'abandon d'un rôle fédéral n'a que très peu de sens lorsque les besoins du marché du travail du Canada sont de plus en plus nationaux plutôt que locaux en portée.

Il y a un certain financement additionnel pour un Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones, mais tout le financement sert aux grandes entreprises

privées dans les industries pétrolières et gazières, forestières et minières.

En ce qui concerne la politique du marché du travail, le gouvernement conservateur met davantage l'emphase sur son approche favorable aux entreprises qui est d'étendre le programme temporaire de travailleurs invités étrangers avec un montant additionnel de 51 millions de dollars.

Il promeut également fortement l'accord sur le commerce, les investissements et la mobilité de la main-d'œuvre (TILMA). Cela restreindra grandement la capacité des gouvernements locaux et provinciaux d'améliorer les normes de santé, de sécurité, de développement social, environnemental et économique.

Le budget ne tient pas compte des besoins immédiats des collectivités et des gouvernements locaux.

Bien que ce budget fournisse des milliards de plus en transferts inconditionnels aux provinces (qui devraient toutes enregistrer des surplus cette année) pour « régler l'équilibre budgétaire », il n'a pas tenu compte des circonstances fiscales désastreuses des collectivités.

Les gouvernements locaux sont ceux qui ont souffert le plus d'un réel déséquilibre fiscal, avec proportionnellement environ 5 milliards de dollars de moins en transferts comparativement à il y a dix ans. Cela signifiera plus de pressions sur l'impôt foncier régressif et des frais d'utilisation pour les résidents locaux et des coupures continues aux services municipaux.

Le budget Harper n'augmente pas d'un cent les transferts annuels du fédéral pour les municipalités et ne fait que prolonger le financement de la taxe sur l'essence déjà engagé pour un autre quatre ans. Cela signifie que la valeur réelle des transferts fédéraux aux municipalités diminuera de plus en plus avec le temps. Il n'y a aucun plan de réduire le déficit de l'infrastructure municipale, d'élaborer un plan national de transport en commun ou d'aider avec le groupement et la formation des immigrants.

Non seulement les municipalités vont-elles recevoir moins de financement du gouvernement fédéral chaque année en dollars indexés, mais elles seront maintenant obligées de dépenser plus pour obtenir du financement du fédéral dans le cadre du programme de partenariat public-privé hautement malavisé du gouvernement Harper.

Corruption des PPP pour l'infrastructure

Les municipalités et les provinces seront tenues de montrer qu'elles ont pleinement examiné les ententes de partenariat public-privé comme condition pour recevoir du financement du nouveau Fonds Chantiers Canada, du Fonds de la passerelle et du Fonds pour l'infrastructure frontalière, qui s'élèvent à 11 milliards de dollars sur sept ans. Le Fonds Chantiers Canada ne comprend pas de financement additionnel, c'est simplement un réaménagement du financement de l'infrastructure planifié présentement.

La seule augmentation réelle dans le financement direct pour l'infrastructure est un montant additionnel de 325 millions de dollars par année à être divisé en parts égales entre chaque province et territoire, ou 25 millions de dollars chaque. Pour l'Ontario, cela s'élève à moins de 2 \$ par résident.

Les provinces et les municipalités ne reçoivent pas beaucoup plus en financement, mais leurs coûts augmenteront parce qu'elles devront, du moins, entreprendre une analyse détaillée même lorsqu'elles savent que la prestation publique est plus économique et responsable.

Comme si ce n'était pas assez, les conservateurs de Stephen Harper créent un nouveau fonds pour les projets de PPP (ententes de partenariat public-privé) avec plus de 1,25 milliard de dollars au cours des sept prochaines années afin d'essentiellement graisser la patte des gouvernements pour qu'ils amorcent des « projets novateurs public-privé » en offrant 25 pour cent de leur coût à être alloué sur la base du mérite (p. 166).

Ce financement est une reconnaissance perverse que les projets de PPP ne peuvent exister sur leur propre mérite uniquement.

Le gouvernement fédéral descend si bas pour soutenir ses amis du milieu des affaires qu'il prévoit dépenser plus de 1,25 milliard de dollars des fonds publics pour graisser la patte des gouvernements locaux et provinciaux afin de privatiser les services publics.

Enseignement primaire

Les conseils scolaires du Canada sont aux prises avec des pressions budgétaires accrues, particulièrement en Ontario, où ils dépendent des impôts fonciers locaux pour leurs revenus.

Le SCFP a, à de nombreuses reprises, prié le gouvernement fédéral de fournir une exemption complète de 100 % de la TPS aux conseils scolaires, comme le gouvernement fédéral offre aux municipalités, mais cela n'a pas été inclus dans le budget.

Environnement

Le manque relatif d'attention dans ce budget face à l'environnement et au changement climatique, une des principales préoccupations des Canadiens, est inquiétant. Les conservateurs prévoient probablement retirer davantage avec leur Plan vert.

Mais les réels progrès sur le changement climatique nécessiteront que le gouvernement fédéral mette un prix sur la pollution par le biais de taxes sur les émissions de gaz carbonique ou des redevances sur les émissions, ce qui devrait apparaître dans un budget.

Les nouveaux projets incluent :

- une taxation des véhicules énergivores avec une remise et un rabais pour des véhicules à faible consommation d'énergie, mais ils touchent seulement 10 % de tous les véhicules;
- un programme pour enlever de la route les vieux véhicules dont les émissions sont élevées;
- des incitatifs fiscaux pour l'éthanol et le biodiésel;

- une dépréciation accélérée pour la production d'énergie propre;
- un financement supplémentaire pour Technologies du développement durable au Canada;
- un financement additionnel pour diverses petites mesures de conservation, la majeure partie allant à la Société canadienne pour la conservation de la nature.

Il n'y a pas d'argent neuf pour le transport en commun, l'énergie et la modernisation des immeubles, une stratégie d'emplois économiques ou le large éventail d'autres investissements qui sont nécessaires pour mettre l'économie canadienne sur la voie d'un avenir plus écologique, plus durable, plus compétitif et efficace.

Stratégie nationale de l'eau

Le budget de 2007 comprend un engagement pour élaborer une Stratégie nationale de l'eau. C'est un sujet sur lequel le SCFP fait pression depuis longtemps afin de nettoyer et de protéger nos précieux lacs, rivières, océans, écosystèmes aquatiques et afin d'améliorer et de protéger la qualité de l'eau.

C'est un changement positif, bien que le financement – 93 millions de dollars sur deux ans – soit à peine un peu plus qu'une goutte d'eau dans l'océan proverbial.

Une autre Piste des larmes : les Autochtones du Canada sont exclus encore une fois

Même si la constitution canadienne précise clairement que les Premières nations et les Autochtones du Canada sont une responsabilité fédérale essentielle, ils n'entrent malheureusement pas dans zone centrale vraiment importante : le groupe cible de Stephen Harper d'électeurs suburbains pro-familles.

Il n'y a à peu près pas d'argent dans ce budget pour honorer les responsabilités et les engagements du gouvernement fédéral face aux Premières nations, pour réduire la pauvreté dans les collectivités autochtones et pour fournir aux jeunes Autochtones du Canada les mêmes occasions et le même espoir qu'ont les autres Canadiens.

Le seul programme important pour les Autochtones du Canada dans ce budget est un montant de 300 millions de dollars pour élaborer un marché du logement privé dans les collectivités des Premières nations. Cela pourrait être un plus grand avantage pour l'industrie financière que pour les Premières nations. Selon les conservateurs condescendants, les réserves n'ont pas suffisamment de droits de propriété privée et de « responsabilité personnelle », ce qui suggère que c'est à la base de leurs problèmes. Peut-être que s'il y a davantage de biens propres, un plus grand nombre d'Autochtones du Canada deviendront des propriétaires privés et entreront dans le groupe central qui compte vraiment : les électeurs conservateurs potentiels.

Plutôt que d'améliorer les conditions des collectivités des Premières nations et des Autochtones du Canada, les conservateurs veulent clairement provoquer une autre Piste des larmes silencieuse mais plus meurtrière : un exode de leurs collectivités et de leur culture pour échapper à la pauvreté, au manque d'occasions et aucun espoir pour l'avenir.

Le logement social affiche complet

Exception faite du programme de propriété privée sur les réserves des Premières nations, il n'y a rien dans le budget qui vise directement les sans-abri et le logement abordable. Il n'y a pas de nouvelles sommes d'argent pour réparer ou remplacer les logements sur les réserves, il n'y a pas de nouveau financement pour réduire le nombre de sans-abri ou pour augmenter l'offre de logements abordables.

Si surprenant que cela puisse paraître, en dépit de la préoccupation généralisée concernant le coût du logement, le changement climatique et l'efficacité énergétique, il n'y a rien de nouveau dans ce budget pour promouvoir les améliorations du rendement énergétique des maisons et des immeubles. Il est clair que Monsieur Harper et Monsieur Flaherty voient le logement comme une responsabilité fédérale et ils ont même suggéré de peut-être privatiser la Société canadienne d'hypothèques et de logement qui est très rentable. Cela entraînerait une perte de 1 milliard de dollars de revenus par année pour le gouvernement fédéral et encore moins de soutien de la part du gouvernement fédéral pour le logement social abordable.

L'engagement du Canada à l'égard des plus pauvres du monde s'effrite

Le budget fédéral de 2007 promet davantage de soutien à l'aide internationale pour aider les plus pauvres du monde. Le seul argent neuf dans ce budget pour l'aide internationale est 200 millions de dollars pour l'aide au développement en Afghanistan et une contribution de 115 millions de dollars annoncée antérieurement à la Fondation Gates pour développer un vaccin antipneumococcique. Les sociétés privées bénéficieront également de mesures fiscales incitatives améliorées pour faire des dons dans le domaine médical.

En réalité, l'aide au développement du Canada s'éloigne de plus en plus de notre engagement de 0,7 % de notre revenu national. Elle passera de 0,34 % en 2006-2007 à 0,31 % en 2007-2008, moins de la moitié de ce que plusieurs autres pays riches accordent.

Le mythe du dépensier

Les groupes de pression d'affaires ont critiqué ce budget en raison de l'augmentation des dépenses publiques mais, en réalité, alors qu'il y a beaucoup de nouvelles promesses, les dépenses du programme fédéral ont de fortes chances de passer de 13,7 % du PIB en 2004-2005 à 13,2 % du PIB en 2008-2009. Ceci est beaucoup plus bas que pour toute autre année entre 1961 et 1995.

Alors que des promesses d'augmentation de dépenses pour les programmes sociaux ont été faites, les résultats actuels parlent d'eux-mêmes. En coulisse, le soutien fédéral est sérieusement restreint : en 2006-2007, les dépenses de programmes directes étaient inférieures de 3 % (2,7 milliards de dollars) par rapport à ce qui a été promis l'automne dernier.

Malgré les promesses d'accorder plus de financement aux différents programmes, le contrôle serré des dépenses et la *Loi fédérale sur la responsabilité* hautement bureaucratique entraîneront d'autres milliards de dollars dans ces types d'« économies » dans les années à venir.

De tous les nouveaux projets, ce nouveau budget comporte un montant de 6,4 milliards de dollars en réductions d'impôts sur les deux prochaines années, 5,1 milliards de dollars en transferts

additionnels, et seulement 3,2 milliards de dollars en nouvelles dépenses pour des programmes fédéraux. Une grande partie des nouvelles dépenses fédérales représente des dépenses temporaires pour une année destinées aux cultivateurs, au développement de vaccins, à la défense et à la commercialisation de la recherche.

Allègements fiscaux

Le budget de 2007 renforce l'approche des conservateurs selon laquelle le meilleur programme social est une réduction d'impôts :

- plutôt qu'un programme national de garderies, le budget accorde un crédit fiscal de 2 000 \$ par enfant, lequel semble impressionnant, mais qui s'élève à moins de 1 \$ par jour par enfant pour ceux qui se qualifient (en général, les familles qui ont un revenu supérieur à 30 000 \$). Il accorde également un crédit fiscal de 25 % aux entreprises (mais non pour les organismes sans but lucratif) pour créer des places en garderie pour leurs personnes employées et les autres, mais sans garantie que le fédéral financera les provinces qui créeront des places en garderie;
- plutôt que de s'assurer que le coût des études postsecondaires et des frais de scolarité demeure abordable, les conservateurs ont investi plus d'argent dans le programme inéquitable des REEE. Moins de 20 % des ménages à faible revenu ont de l'argent investi dans un REEE alors que plus de 60 % des ménages à revenu élevé possèdent un REEE;
- la nouvelle prestation fiscale pour le revenu gagné accorde un crédit d'impôt remboursable avec un maximum de 500 \$ par adulte aux travailleuses et travailleurs à faible revenu. Il s'agit d'une mesure positive, elle ne représente que la moitié des sommes proposées lorsque ce programme a été promis pour la première fois en 2005. Plutôt que de se concentrer à

subventionner les employeurs qui offrent des bas salaires, Stephen Harper aurait dû faire preuve de leadership national en réintroduisant un salaire minimum à 10 \$ l'heure, ce qui aurait éliminé les salaires sous le seuil de la pauvreté pour environ 2 millions de Canadiennes et de Canadiens;

- plutôt que d'accorder un financement accru à un programme national de soutien aux personnes ayant un handicap qui aurait été offert à toutes et à tous, ce budget introduit un Régime enregistré d'épargne-invalidité que seules les familles ayant un revenu suffisant pourront utiliser. De plus, le budget individualise l'aide pour les personnes ayant un handicap avec la nouvelle Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité et le Bon canadien pour l'épargne-invalidité (qui seront disponibles pour les familles à faible revenu). Ceci est en opposition directe avec ce que les défenseurs et les conseillers en matière d'invalidité ont exprimé directement au ministre fédéral des Finances : « La priorité devrait être accordée aux dépenses plutôt qu'aux mesures fiscales afin de cibler le nouveau financement où le besoin est le plus important². »
- plutôt que d'augmenter la valeur des pensions gouvernementales pour toutes les personnes âgées, les conservateurs étirent la limite d'âge pour les déductions de REER, ce qui profitera uniquement aux personnes qui peuvent se les permettre. En octobre dernier, ils ont accordé 1 milliard de dollars en réductions fiscales aux personnes âgées en augmentant les déductions en fonction de l'âge et en permettant le

fractionnement du revenu de retraite. La majorité de ces avantages profiteront aux personnes ayant un revenu supérieur alors que rien n'ira aux personnes âgées plus pauvres;

- le budget de 2007 rétablit le financement de certains programmes en arts et culture, mais il met l'accent de façon plus importante sur le fait de laisser le soutien des arts et de la culture au secteur privé : allègements fiscaux pour les dons de charité aux fondations privées allant jusqu'à 150 millions de dollars sur deux ans, autant que l'augmentation en soutien direct;
- ce budget rétablit certaines des coupures aux programmes de promotion de la femme qui ont eu lieu à l'automne dernier, mais accorde plus de 250 millions de dollars par année à l'augmentation du crédit d'impôt pour conjoint – un avantage qui n'ira qu'aux familles ayant un seul revenu qui égal ou supérieur à 30 000 \$;
- le budget de 2007 prolonge le crédit d'impôt pour le transport en commun mais n'offre aucun financement supplémentaire au transport en commun – il ne fait aucun progrès non plus vers un plan national de transport en commun que les municipalités ont demandé à maintes reprises;
- ce budget propose d'éliminer la subvention ruineuse de plus de 1 million de dollars dont les entreprises dans le secteur des sables bitumineux bénéficient, mais l'élimination se fera graduellement jusqu'en 2015;
- le budget offre des avantages fiscaux temporaires au secteur manufacturier, sous la forme de radiations plus rapides des investissements en machinerie et en équipement et en accordant un amortissement plus rapide aux fins fiscales. Mais il n'y a rien quant aux investissements publics ciblés pour

² Recommandation 5.1 de *Une fiscalité équitable pour les personnes handicapées : Rapport du Comité consultatif technique sur les mesures fiscales pour les personnes handicapées*, p. 113, décembre 2004.
<http://www.disabilitytax.ca/Francais.pdf>.

ce secteur et la nouvelle mesure incitative ne dure que pour moins de deux ans. Cela signifie que cette nouvelle mesure incitative prendra fin bien avant que les subventions à caractère fiscal pour les sables bitumineux ne soient éliminées;

- bien qu'il n'ait pas été question de réductions d'impôt sur les gains en capital généralisées dans le budget, qui auraient bénéficié massivement aux riches, il comprenait des allègements fiscaux aux personnes et aux sociétés dans un large éventail d'autres secteurs :
 - jusqu'à 80 % de montants déductibles aux fins d'impôt pour les frais de repas pour les camionneurs à longue distance;
 - exonération fiscale pour les athlètes olympiques de 2010;
 - prolongement des crédits fiscaux pour l'exploration minière;
 - rabais de la TPS aux visiteurs en voyage organisé ou pour les congrès étrangers;
 - réductions des impôts des sociétés pour les investissements à l'étranger;
 - impôts inférieurs pour les sociétés qui détiennent des actions sur le marché boursier.

Le discours du budget du ministre des Finances a fait jaillir une grande rhétorique sur le Canada comme étant un « phare » pour le reste du monde. Mais ce budget démontre la vision peu profonde du gouvernement conservateur du Canada.

C'est un gouvernement qui abandonne le leadership nécessaire pour améliorer et renforcer les programmes sociaux nationaux et améliorer la qualité de la vie des parents canadiens qui triment dur.